

# JOURNAL OFFICIEL

## DE LA REPUBLIQUE DU SENEGAL

PARAISANT LE SAMEDI DE CHAQUE SEMAINE

ABONNEMENTS ET ANNONCES	TARIF DES ABONNEMENTS		ANNONCES ET AVIS DIVERS	
Pour les abonnements et les annonces s'adresser au directeur de l'Imprimerie Nationale à Rufisque.	VOIE NORMALE		VOIE AERIEENNE	
	Six mois	Un an	Six mois	Un
Les annonces doivent être remises à l'imprimerie au plus tard le mardi. Elles sont payables d'avance.	an Sénégal et autres Etats de la CEDEAO	15 000f	31 000f	-
Toute demande de changement d'adresse ainsi que les lettres demandant réponse devront être accompagnées de la somme de 175 francs	Etranger	France, Zaïre	20 000f	40 000f
	R.C.A. Gabon, Maroc	23 000f	46 000f	
	Algérie, Tunisie	23 000f	46 000f	
	Etranger Autres Pays	Prix du numéro	Année courante 600 f	Année ant. 700f
	Par la poste	Majoration de 130 f par	numero	
	Journal légalisé	900 f	Par la poste	
			Compte bancaire BICIS n° 9520 790 630/81	

### SOMMAIRE

#### PARTIE OFFICIELLE

#### DECRETS ET ARRETES

#### MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DES UNIVERSITES ET DES CENTRES UNIVERSITAIRES REGIONAUX (CUR) ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

2011

25 juillet Décret n° 2011/1030 portant statut des  
Etablissements Privés d'Enseignement  
Supérieur 2422

#### MINISTERE DE L'AGRICULTURE

2011

20 juillet Arrêté ministériel n° 7578 portant création  
et fonctionnement du Comité de pilotage  
du Programme d'Amenagement et de  
Développement Economique des Niayes  
(PADEN) 2426

#### MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DES COLLECTIVITES LOCALES

2011

1<sup>er</sup> avril Arrêté ministériel n° 3565/MDCL/DCL fixant le  
nombre de quartiers dans les communes 2427

26 avril Arrêté ministériel n° 4234 portant création  
des organes chargés de la préparation et  
de la mise en œuvre du Sommet Africain  
2012 2430

#### MINISTERE DES TRANSPORTS TERRESTRES DES TRANSPORTS FERROVIAIRES ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

2011

6 mai Arrêté ministériel n° 4905/MTT/FAT/DTT  
fixant les limites de la hauteur du chargement  
des véhicules de transport routier public de  
marchandises 2432

#### MINISTERE DU COMMERCE

2011

5 avril Arrêté ministériel n° 3579 portant fixation des  
prix de l'oignon produit au Sénégal 2432

13 avril Arrêté ministériel n° 3864 portant agrément du  
Regroupement des Femmes Consumeristes  
pour la lutte contre la Féminisation de la  
Pauvreté (RFCP) 2433

13 avril Arrêté ministériel n° 3865 portant agrément  
de l'Association pour la Défense de  
l'Environnement et des Consommateurs  
(ADEC) 2433

15 avril Arrêté ministériel n° 3941/MCOM/ASEPEX/DG  
portant création et fonctionnement du  
comité de pilotage pour la participation  
du Sénégal à l'exposition internationale  
Yeosu Corée 2012 2433

#### MINISTERE DES ECOVILLAGES, DES BASSINS DE RETENTION DES LACS ARTIFICIELS ET DE LA PISCICULTURE

2011

29 juillet Décret n° 2011-1061 portant organisation du  
Ministère des Ecovillages, des Bassins de  
retention, des Lacs artificiels et de la Pisci-  
culture 2434

21 avril Arrêté ministériel n° 4160 portant création fixant  
la composition, l'organisation et le fonc-  
tionnement de la Cellule d'Etudes de  
Planification et de Suivi-évaluation (CEPSE)  
du MEBRLAP 2436

#### MINISTERE DES ENERGIES RENOUVELABLES

2011

30 mai Arrêté ministériel n° 6276/MER/SAGE/ndc  
portant création d'un Comité de pilotage  
du Cadre de Dépenses Sectoriel à Moyen  
Terme 2438

#### PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces

2438

## PARTIE OFFICIELLE

## DECRETS ET ARRETES

**MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT  
SUPERIEUR, DES UNIVERSITES,  
ET DES CENTRES UNIVERSITAIRES  
REGIONAUX (CUR) ET DE LA RECHERCHE  
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**

**DECRET n° 2011-1030 du 25 juillet 2011  
portant statut des Etablissements Privés  
d'Enseignement Supérieur**

Le PRÉSIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution;

Vu l'Acte uniforme relatif au droit des sociétés commerciales et du GIEF;

Vu la loi n° 91-22 du 16 février 1991 portant orientation de l'Education nationale modifiée;

Vu la loi n° 94-82 du 23 décembre 1994 portant statut des Etablissements d'Enseignement Privé modifiée et complétée par la loi n° 2005-03 du 11 janvier 2005;

Vu le code du travail;

Vu la loi n° 2005-26 du 26 août 2005 relative à la modernisation des procédures administratives applicables aux établissements;

Vu le décret n° 2009-451 du 30 août 2009 portant nomination du Premier Ministre;

Vu le décret n° 2010-925 du 08 juillet 2010 portant répartition des services de l'Etat et du contrôle des établissements publics, des sociétés nationales et les sociétés à participation majoritaire sous la Présidence de la République, la Primature et les ministères modifié;

Vu le décret n° 2011-80 du 18 janvier 2011 relatif à la composition du Gouvernement;

Sur le rapport du Ministre de l'Enseignement Supérieur, des Universités et des Centres Universitaires Régionaux (CUR) et de la Recherche Scientifique;

**DECRET**

**Chapitre premier. Dispositions générales**

**Article premier.** — Ont le statut d'Etablissements Privés d'Enseignement Supérieur, les établissements créés conformément aux dispositions du présent décret, par des personnes physiques ou morales autres que l'Etat, et qui dispensent des formations post-bac, allant de qualification générale, scientifique, professionnelle, technique, culturelle, artistique, sportive à des titulaires du baccalauréat ou de diplômes équivalents.

**Art. 2.** — La création d'un Etablissement Privé d'Enseignement Supérieur se fait sur la base du dépôt, au plus tard le 31 mars de l'année précédant l'ouverture, d'un dossier complet de déclaration préalable auprès du Ministre chargé de l'Enseignement supérieur. La composition dudit dossier est précisée par les dispositions de l'article 7 du présent décret.

L'ouverture d'un Etablissement Privé d'Enseignement Supérieur peut aussi se faire sur la base d'un accord particulier entre l'Etat et une structure d'origine étrangère, dans le cadre d'un protocole et dans le respect des normes académiques de qualité.

**Art. 3.** — Après approbation de la déclaration préalable, l'établissement peut commencer à fonctionner sur la base d'un agrément provisoire délivré par le Directeur de l'Enseignement Supérieur.

L'agrément définitif ou autorisation n'est délivré qu'après une année académique de fonctionnement et à la suite d'une évaluation concluante de l'établissement par une commission technique, dont la composition est fixée par arrêté du ministre chargé de l'Enseignement Supérieur ou par une autre structure administrative habilitée. Les missions de la commission technique sont précisées à l'article 20 du présent décret.

**Art. 4.** — Le choix du nom d'un Etablissement Privé d'Enseignement Supérieur est libre; il doit faire ressortir le statut privé de l'établissement.

Toutefois, ne peuvent porter le nom d'université que les établissements satisfaisant aux conditions fixées par arrêté du Ministre chargé de l'Enseignement Supérieur et après autorisation délivrée par la Direction de l'Enseignement Supérieur.

Des établissements privés ne peuvent pas porter le même nom, de même qu'un établissement privé ne peut porter le nom d'un établissement public.

**Art. 5.** — Les Etablissements Privés d'Enseignement Supérieur recrutent le personnel enseignant, administratif et technique ainsi que leur personnel de direction, sous réserve que ces personnes remplissent les conditions de qualification académique, pédagogique ou professionnelle précisées au chapitre III du présent décret.

**Art. 6.** — Les Etablissements Privés d'Enseignement Supérieur doivent se conformer à l'ensemble des lois et règlements en matière de droit du travail, de sécurité sociale, d'hygiène et de santé, de protection civile, d'imposition, d'urbanisme et d'orientations relatives à l'enseignement supérieur sénégalais.



## Chapitre II. - De l'ouverture

Art. 7. - Toute personne physique ou morale qui désire ouvrir un Etablissement Privé d'Enseignement Supérieur doit soumettre à l'autorité une déclaration préalable comprenant deux parties portant respectivement sur l'établissement et sur le déclarant responsable.

### A - Pour l'établissement

a) Dénomination et adresse de l'établissement ainsi que la composition du capital et des associés, le cas échéant ;

b) Projet pédagogique comportant les filières, les programmes, les horaires, le système d'évaluation et la durée de la formation et les référentiels des activités professionnelles et des diplômes ainsi que l'état descriptif de la logistique et du matériel didactique ;

c) Titres et diplômes préparés en précisant s'il s'agit de diplômes délocalisés, de diplômes d'Etat, de diplômes d'établissement reconnus par la Commission des titres et diplômes prévue à l'article 25 du présent décret ;

d) Conditions de recrutement des étudiants par filière et par cycle ;

e) Liste des enseignants intervenant dans la formation prévue ainsi que leurs qualifications académique, pédagogique et ou professionnelle en précisant leur statut (vacataire ou permanent) ;

f) Description du personnel administratif ;

g) Plan détaillé des locaux ;

h) Titre de propriété ou de location ;

i) Attestation bancaire indiquant que l'établissement dispose d'un compte approvisionné d'un montant au moins égal à trois mois de salaire des personnels administratif et enseignant ;

j) NINEA ;

k) Registre de commerce ;

l) Recépissé de déclaration s'il s'agit d'une association

### B - Pour le déclarant responsable

a) Demande adressée au ministre chargé de l'Enseignement supérieur ;

b) Extrait d'acte de naissance ;

c) Copie légalisée de la carte nationale d'identité ;

d) Bulletin n° 2 du casier judiciaire datant de moins de trois mois ;

e) Certificat de bonne vie et mœurs de moins de trois (03) mois ;

f) Certificat de visite et de contre-visite médicale de moins de trois (03) mois ;

g) Copie certifiée conforme des diplômes ;

h) Curriculum vitae ;

i) L'autorisation légale d'installation au Sénégal pour les structures d'origine étrangère. Les établissements d'origine étrangère délocalisés devront le faire en association avec des nationaux et utiliser dans leur personnel un quota de sénégalais fixe par arrêté interministériel ;

j) Procès-verbal de l'assemblée générale désignant, le cas échéant, le déclarant responsable ou le conseil de direction ;

k) Engagement légalisé de se conformer rigoureusement à la réglementation sur les Etablissements Privés d'Enseignement Supérieur au Sénégal, et notamment la remontée des pièces périodiques fixées à l'article 15 du présent décret ;

l) Attestation prouvant que le déclarant n'est pas un agent de l'Etat du Sénégal.

Art. 8. - Le Ministre chargé de l'Enseignement Supérieur fait mener, par la commission technique prévue à l'article 3 ou par une autre structure administrative habilitée, une enquête réglementaire pour vérifier si l'établissement réunit les conditions prévues à l'article 7, du chapitre II et aux articles 11, 12, 13 du chapitre III du présent décret.

Art. 9. - L'autorisation d'ouverture est refusée si l'enquête prévue à l'article précédent n'est pas concluante. Dans ce cas, le refus d'autorisation est motivé et signifié au déclarant responsable dans un délai maximum de deux mois.

Sous réserve des dispositions de l'article 3 du présent décret, aucun établissement ne peut fonctionner plus d'une année académique, sans disposer d'un agrément définitif ou d'une autorisation d'ouverture. En cas de violation des dispositions de l'article 3 susvisé et celles du présent article, le ministre chargé de l'Enseignement Supérieur prend un arrêté de fermeture de l'établissement. En cas de fermeture d'un établissement, le Ministre chargé de l'Enseignement Supérieur étudie les possibilités permettant aux étudiants de continuer leurs études.

Art. 10. - L'autorisation d'ouverture est accordée pour un seul établissement. Toute extension, modification ou déconcentration ou délocalisation requiert une nouvelle demande d'autorisation.

### Chapitre III. – Des titres et diplômes exigibles du personnel enseignant et de direction

Art. 11. – Nul ne peut être autorisé à diriger un Etablissement Privé d'Enseignement Supérieur ou à y enseigner :

- s'il est mineur ;
- s'il ne jouit pas de ses droits civiques civils ;
- s'il n'est apte médicalement selon les dispositions de l'article 7b al f ;
- s'il ne possède pas l'un des diplômes ou titres exigés pour y enseigner conformément à l'article 13 du présent décret ;
- s'il ne satisfait pas aux conditions de séjour au Sénégal ;
- s'il n'est pas régulièrement établi au Sénégal ; cette disposition n'est valable que pour le Directeur de l'établissement.

Art. 12. – Nul ne peut diriger un Etablissement Privé d'Enseignement Supérieur s'il n'est pas titulaire de l'un des diplômes exigés pour y enseigner ou s'il ne justifie pas avoir nommé un responsable académique qui a les diplômes requis pour y enseigner.

Art. 13. – Nul ne peut enseigner dans un Etablissement Privé d'Enseignement Supérieur s'il ne satisfait pas aux conditions suivantes :

#### a) Pour enseigner dans le premier cycle

- avoir au moins une maîtrise (Baccalauréat + 4) de l'enseignement supérieur ou tout autre diplôme équivalent, ou le diplôme d'ingénieur de la spécialité ;
- avoir une expérience professionnelle d'au moins cinq ans.

#### b) Pour enseigner dans le second cycle

- avoir au moins un Baccalauréat + 5 : Diplôme d'Etudes Approfondies (DEA), Diplôme d'Etudes supérieures spécialisées (DESS), Master ou tout autre diplôme admis en équivalence ;
- avoir une expérience professionnelle d'au moins trois (03) ans.

#### c) Pour enseigner dans le troisième cycle

- avoir le doctorat ou tout autre diplôme admis en équivalence.

### Chapitre IV. – De la reconnaissance par l'Etat

Art. 14. – Les Etablissements Privés d'Enseignement Supérieur, autorisés à ouvrir, peuvent faire l'objet d'une reconnaissance sur requête du responsable déclarant.

Les conditions exigées sont les suivantes :

- avoir régulièrement fonctionné pendant au moins les trois dernières années ;
- être en conformité avec les normes pédagogiques ;
- avoir au moins 10 % d'enseignants permanents ;
- avoir régulièrement transmis, dans les délais requis, les pièces périodiques ;
- satisfaire aux exigences des enquêtes administrative et pédagogique ;
- avoir satisfait à une évaluation externe conformément aux normes d'assurance qualité, effectuée par la structure administrative habilitée.

Les pièces périodiques sont les suivantes :

- un rapport de rentrée comprenant les programmes, les tarifs, les listes des étudiants admis et inscrits, la liste des formateurs, les dates de début et fin des cours, la liste du personnel et l'état des infrastructures et équipements ;
- un rapport de fin d'année comprenant un compte rendu d'activités, les résultats scolaires et académiques obtenus et les états financiers certifiés par un expert comptable ;
- les enquêtes statistiques demandées par la Direction de l'Enseignement supérieur.

Art. 15. – La reconnaissance est accordée par décret et confère notamment à l'établissement reconnu :

- la possibilité de recevoir des étudiants bénéficiaires d'allocations d'études (bourses et aides) ;
- la possibilité de recevoir du personnel enseignant des universités, sur la base d'une convention avec ces institutions ;
- la possibilité de bénéficier de subventions de l'Etat ;
- la possibilité offerte aux étudiants titulaires des diplômes de ces établissements de se présenter aux examens et concours de la Fonction Publique après avis favorable de la Commission nationale de Classement des niveaux de formation.
- la possibilité de signer des accords de partenariat avec les Etablissements Publics d'Enseignement Supérieur.



Art. 16. – Le bénéfice de la reconnaissance peut être retiré si l'une des conditions pour lesquelles elle a été accordée n'est plus remplie.

#### Chapitre V. – *Du contrôle et de l'évaluation*

Art. 17. – Le contrôle administratif, pédagogique et financier des Etablissements Privés d'Enseignement Supérieur se fait sur pièces et sur place.

Art. 18. – Le contrôle sur pièces consiste à transmettre, chaque année, au ministre chargé de l'Enseignement supérieur, les pièces périodiques citées à l'article 14 du présent décret.

Art. 19. – Le contrôle sur place consiste en des évaluations par une commission technique ou par une autre structure administrative habilitée qui peut s'adjoindre, lorsque les circonstances l'exigent, d'autres compétences de l'Etat ou des représentants de l'Enseignement Supérieur Public ou Privé.

Chaque établissement fait l'objet d'une évaluation tous les trois ans au moins sur la base d'un manuel de procédures élaboré par la Direction de l'Enseignement supérieur.

Art. 20. – L'évaluation des Etablissements Privés d'Enseignement Supérieur, pour l'autorisation d'ouverture, porte sur les installations matérielles, les programmes et le respect des lois et règlements sur la sécurité sociale et sur les documents prévus à l'article 7 du présent décret. Elle porte également sur la qualification des personnels et sur leurs statuts.

Art. 21. – Un rapport d'évaluation est adressé au ministre chargé de l'Enseignement Supérieur à la suite de chaque contrôle.

Art. 22. – Lorsque des manquements aux obligations professionnelles ou déontologiques sont constatés, le ministre chargé de l'Enseignement Supérieur adresse au déclarant responsable une mise en demeure en lui fixant un délai de quatre mois pour se conformer à la législation en vigueur.

Le non-respect de la mise en demeure dans le délai imparti entraîne l'application des dispositions de l'article 19 de la loi n° 94-82 du 23 décembre 1994, modifiée par la loi n° 2005-03 du 11 janvier 2005 portant Statut des Etablissements d'Enseignement Privé au Sénégal.

#### Chapitre VI. – *De la délivrance des diplômes et attestations*

Art. 23. – Les Etablissements Privés d'Enseignement Supérieur autorisés peuvent présenter leurs étudiants aux examens organisés par l'Etat pour sanctionner les formations reçues.

Art. 24. – Les Etablissements Privés d'Enseignement Supérieur peuvent délivrer des titres et diplômes d'écoles, conformément à l'article 15 de la loi n° 94-82 du 23 décembre 1994, modifiée.

Le Ministre chargé de l'Enseignement supérieur signe les diplômes d'Etablissements Privés d'Enseignement Supérieur reconnus par le CAMES ; dans les autres cas, les diplômes d'écoles sont signés par le Directeur de l'Enseignement Supérieur.

L'Etablissement Privé d'Enseignement Supérieur doit, avant l'ouverture de chaque programme ou filière de formation, adresser à la Direction de l'Enseignement Supérieur un compte rendu indiquant les conditions d'accès à la filière, le contenu, la durée ainsi que les modalités d'évaluation et de délivrance des diplômes.

Art. 25. – Les missions, la composition et les modalités de fonctionnement de la Commission des titres et diplômes sont fixées par arrêté du ministre chargé de l'Enseignement Supérieur en conformité avec les dispositions de la Convention générale du Conseil africain et malgache sur l'Enseignement supérieur (C.A.M.E.S.), régissant le Programme de Reconnaissance et d'Equivalence des Diplômes.

Art. 26. – La délivrance des titres et diplômes prend en compte :

- les normes fixées par la structure chargée de l'évaluation de ces établissements ;
- la dénomination, le volume horaire, le niveau de qualification de chaque diplôme tels que fixés par la Commission des titres et diplômes.

#### Chapitre VII. – *Dispositions transitoires et finales*

Art. 27. – Les Etablissements Privés d'Enseignement Supérieur déjà agréés à la date de publication du présent décret ont un délai d'un an pour se conformer aux dispositions du présent décret.

Pendant cette période transitoire, une commission ad hoc, instituée par arrêté du ministre chargé de l'Enseignement Supérieur, statue sur la reconnaissance des Etablissements Privés d'Enseignement Supérieur ayant fonctionné régulièrement au moins pendant deux ans.

Art. 28. – Le non-respect de la législation et de la réglementation en vigueur peut justifier la fermeture immédiate de l'établissement par l'autorité compétente sans préjudice des poursuites pénales et civiles prévues au titre V de la loi n° 94-82 du 23 décembre 1994, portant Statut des Etablissements d'Enseignement Privé au Sénégal.

Art. 29. - Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Intérieur, le Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie et des Finances, le Ministre d'Etat, Ministre des Forces Armées, le Ministre d'Etat, Ministre de l'Habitat, de la Construction et de l'Hydraulique, le Ministre d'Etat, Ministre du Travail et des Organisations professionnelles, le Ministre d'Etat, Ministre de la Fonction publique et de l'Emploi, le Ministre de l'Economie maritime, le Ministre de l'Enseignement supérieur, des Universités et des Centres universitaires régionaux (CUR), et de la Recherche scientifique, le Ministre de la Santé et de la Prévention, le Ministre de la Décentralisation et des Collectivités locales, le Ministre de la Jeunesse, le Ministre de l'Artisanat, du Tourisme et des Relations avec le Secteur privé et le Secteur informel, le Ministre de l'Urbanisme et de l'Assainissement, et le Ministre de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Dakar, le 25 juillet 2011

Abdoulaye WADÉ

Par le Président de la République

Le Premier Ministre,

Souleymane Ndéné NDIAYE

## MINISTERE DE L'AGRICULTURE

ARRETE MINISTERIEL n° 2011-757S du date du 20 juillet 2011 portant création et fonctionnement du Comité de pilotage du Programme d'Aménagement et de Développement Economique des Niayes (PADEEN)

Article premier. - Il est créé au sein du Ministère de l'Agriculture, un Comité de pilotage du Programme d'Aménagement et de Développement Economique des Niayes.

Art. 2. - Le Comité de Pilotage est la plus haute instance décisionnelle et, à ce titre, il est chargé du suivi et de la mise en œuvre du Programme d'Aménagement et de Développement Economique des Niayes. Il assure un rôle d'orientation, d'impulsion, de contrôle et d'information.

Art. 3. - Le Comité de Pilotage sert de cadre de discussion des mesures institutionnelles favorables à une bonne exécution et à la réalisation des objectifs du Programme.

Il comprend, outre le Ministère de l'Agriculture et l'ACDI qui assurent la coprésidence, les structures suivantes :

- le Ministère de l'Economie et des Finances ;
- le Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature ;
- le Ministère des Ecovillages, des Bassins de rétention et des Lacs artificiels ;
- le Ministère chargé de l'Aménagement du territoire ;
- le Ministère chargé de la Famille ;
- le Ministère chargé du Genre ;
- le Ministère chargé de l'Hydraulique ;
- le Ministère chargé des Collectivités locales ;
- le Ministère chargé du Commerce ;
- les Représentants des Gouverneurs des régions de Thiès, Dakar, Fatick et Saint-Louis ;
- l'Union des associations d'élus locaux (UAEL) ;
- un représentant de l'Université de Saint-Louis ;
- un représentant de la Société civile ;
- un représentant de l'Association des Unions maraîchères des Niayes ;
- un représentant du Groupement mixte des Niayes ;
- un représentant de la Coopération Fédérative des Acteurs Horticoles du Sénégal (CEAFHS) ;
- un représentant du Syndicat JAPANDOO

Le Comité de Pilotage du Programme d'Aménagement et de Développement Economique des Niayes peut s'adjoindre toute autre compétence qu'il juge nécessaire à la réalisation de ses objectifs.

Art. 4. - Le Comité de pilotage a pour missions :

- d'analyser et d'approuver le plan de mise en œuvre qui devra inclure un plan de passation de marchés ;
- d'analyser et d'approuver les outils de gestion et le cadre de mesure de rendement ;
- d'approuver le plan de travail et budget annuel (PTA) du PADEEN, assorti du plan de passation de marchés correspondant ;
- d'analyser et de faire le bilan technique et financier du PTA exécuté, incluant l'avancement du plan de passation de marchés ;

de favoriser la synergie avec les autres projets de développement, tout les acteurs pouvant contribuer à la mise en œuvre du PADEEN.

Art. 5. - Le Comité de Pilotage se réunit au moins une fois par an pour étudier et approuver les plans d'actions, les budgets et les rapports. Il peut cependant se réunir toutes les fois que le Ministère de l'Agriculture, en accord avec l'ACDI, le jugera nécessaire.



Art. 6. – Pour assurer la permanence de sa mission d'exécution des décisions, le Comité de Pilotage du PND dispose d'une unité de coordination, dotée de pouvoirs administratifs et de gestion. L'UCP assure le secrétariat du Comité de pilotage et à ce titre présente, lors des réunions du Comité, les rapports qui permettront de mesurer les résultats du Programme et leur conformité avec les objectifs et buts identifiés dans les plans de travail.

Art. 7. – Le présent arrêté sera enregistré, communiqué partout où besoin sera.

## MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DES COLLECTIVITES LOCALES

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL n° 3565/MDC/LDCL  
en date du 1<sup>er</sup> avril 2011 fixant le nombre de  
quartiers dans les communes

Article premier. – En application des dispositions de l'article 2 du décret n° 86-761 du 30 juin 1986, modifié par le décret n° 92-1615 du 20 novembre 1992, le nombre maximal de quartiers autorisé dans les communes est fixé ainsi qu'il suit.

N d'ordre	Régions	Departements	Communes	Nombre de quartiers autorisés
1	DAKAR	Dakar	Dakar	320
2		Pikine	Pikine	300
3		Guediawaye	Guediawaye	200
4		Rufisque	Rufisque	100
5			Bargny	60
6			Diamniadio	10
7			Sébikotane	10
8			Sangaleam	10
9			Sendou	10
10			Jaxxay-Parcelles Niaccoulrab	15
11	DIOURBEL	Diourbel	Diourbel	30
12		Mbacke	Mbacke	20
13		Bambey	Bambey	15
14	FATICK	Fatick	Fatick	20
15			Dioffor	10
16			Diakhao	10
17		Fatick-Diong	Fatick-Diong	10
18			Passy	10
19			Sokone	10
20			Sorou	10
21			Koung-Poste	10
22		Crossas	Crossas	10
23	KATIFING	Katifing	Katifing	20
24			Nzunda	10
25		Katifing	Katifing	10
26		Koungboud	Koungboud	10
27		Malem Thoddin	Malem Thoddin	10

N° d'ordre	Régions	Départements	Communes	Nombre de quartiers autorisés
28	KAOLACK	Kaolack	Kaolack	70
29			Gandiaye	10
30			Ndoffane	10
31			Sibassor	10
32			Kahone	10
33		Guinguineo	Guinguineo	15
34			Mboss	10
			Fass	10
35		Nioro-du-Rip	Nioro-du-Rip	15
36			Keur Madiabel	10
37	KEDOUGOU	Kédougou	Kédougou	15
38		Saraya	Saraya	10
39		Salémata	Salémata	10
40	KOLDA	Kolda	Kolda	20
41			Dabo	10
42			Salikégné	10
43			Saré Yoba Diéga	10
44		Velingara	Velingara	15
45			Koumkané	10
46			Diaobé-Kabendou	10
47		Madina Yoro Foulah	Médina Yoro Foulah	10
48			Pata	10
49	LOUGA	Louga	Louga	30
50			Kébémér	10
51			Guéoul	10
52			Ndiagne	10
53		Linguère	Linguère	10
54			Dahra	10
55			Mbeuleukhe	10
56	MATAM	Matam	Matam	20
57			Ourossoqui	15
58			Hilogne	10
59			Nguidjilone	10
60		Kanel	Kanel	10
61			Semné	10
62			Waounde	10
63			Sinthiou Bamambé	10
64			Dembancane	10
65			Hamady Houraré	10
66		Ranérou Ferlo	Ranérou	10



N° ordre	Régions	Départements	Communes	Nombre de quartiers autorisés
67	SAINT-LOUIS	Saint-Louis	Saint-Louis	40
68			Mpal	10
69		Dagana	Dagana	15
70			Richard Toll	30
71			Rosso Sénégal	10
72			Ros-Béthio	10
73			Gaë	10
74		Podor	Podor	15
75			Ndioum	10
76			Golléré	10
77			Nandane	10
78			Mboumba	10
79			Guedè Chantier	10
80			Galoya - Loucouleurs	10
81			Demette	10
82			Aéré-Lao	10
83			Bodé-Lao	10
84			Pété	10
85			Walaldé	10
86	SEDHIOL	Sédhiou	Sédhiou	20
87			Marsassoum	10
88			Diannah-Malari	10
89		Goudomp	Goudomp	15
90			Samine	10
91			Tanaff	10
92			Diattaounda	10
93		Boukiling	Boukiling	15
94			Madina-Wandifa	10
95	LAMBACOUNDA	Lambacounda	Lambacounda	30
96		Bakel	Bakel	30
97			Darwara	10
98			Kidira	10
99			Koumbary	10
100		Koumbary	Koumbary	10
101			Koumbary	10
102		Koumpentoum	Koumpentoum	10
103		Matem-Niam	Matem-Niam	10

N° d'ordre	Régions	Départements	Communes	Nombre de quartiers autorisés
104	THIES	Thiès	Thiès	100
105			Khombole	10
106			Pout	10
107			Kayar	10
108		Mbour	Mbour	80
109			Joal-Fadiouth	15
110			Thiadiaye	10
111			Saly Portudal	15
112			Ngaparou	10
113			Somone	10
114			Popenguine	10
115		Tivaouane	Tivaouane	25
116			Mboro	10
117			Mekhé	10
118	ZIGUINCHOR	Ziguinchor	Ziguinchor	40
119		Bignona	Bignona	15
120			Thionck-Essyl	10
121			Dioudoulou	10
122		Oussouye	Oussouye	10

Art. 2. – Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent arrêté qui sera enregistré et publié au *Journal officiel* du Sénégal et partout où besoin sera.

ARRETE MINISTERIEL n° 4234 en date du 26 avril 2011 portant création des organes chargés de la préparation et de la mise en œuvre du Sommet Africain 2012

#### Article premier. – Création

Sont créés les organes suivants chargés de la préparation et de la mise en œuvre du Sommet Africain 2012. Il s'agit :

- du comité national ;
- de la commission exécutive ;
- de la commission opérationnelle.

#### I. – DU COMITÉ NATIONAL

##### Article. 2. – Missions :

Le comité national préparatoire est chargé de la mobilisation des acteurs locaux sénégalais de la participation valorisant l'expertise et les réalisations sénégalaises et de s'assurer des retombées économiques du Sommet.

Les tâches suivantes sont dévolues au comité national :

- tenir une rencontre avec le président du conseil politique et le Secrétaire général de CGLU A. afin d'arrêter sa feuille route ;
- procéder à l'estimation du nombre de lits nécessaires afin de se préparer à l'accueil des participants des autres pays et des acteurs sénégalais ;
- faire les options sur les lieux de la conférence ;
- mettre en place, sous la responsabilité du Ministère de la Décentralisation et des Collectivités locales, un « sous-comité » chargé de la participation sociale avec les projets et programmes, les ONG, le secteur privé, etc. ;
- élaborer une stratégie et un plan de communication pour le public national, régional, africain et international.

##### Article. 3. – Composition

Le comité national préparatoire est composé, qu'il s'agit :

- Président : le Ministre de la Décentralisation et des Collectivités locales ou son représentant ;



- Vice-président : le Président de l'Union des Associations des Elus locaux ;
- Secrétaire : le Directeur de la Décentralisation ;
- Membres :
  - un représentant de la Présidence de la République ;
  - un représentant de la Primature ;
  - un représentant de l'Assemblée Nationale ;
  - un représentant du Sénat ;
  - un représentant du Conseil Economique et Social ;
  - un représentant du Ministre en charge des Affaires Etrangères ;
  - un représentant du Ministre en charge de l'Intérieur ;
  - un représentant du Ministre en charge de l'Economie et des Finances ;
  - un représentant du Ministre en charge des Forces Armées ;
  - un représentant du Ministre en charge de la Coopération décentralisée ;
  - un représentant du Ministre en charge de l'Energie ;
  - un représentant du Ministre en charge des Transports aériens ;
  - un représentant du Ministre en charge du Genre ;
  - un représentant du Ministre en charge de la Santé ;
  - un représentant du Ministre en charge du Tourisme ;
  - un représentant du Ministre en charge de la Culture ;
  - un représentant du Ministre en charge des Transports Terrestres ;
  - un représentant du Ministre en charge de la Communication ;
  - le Président de l'Association des Maires du Sénégal (AMS) ;
  - le Président de l'Association des Conseils Ruraux (ANCR) ;
  - le Président de l'Association des Régions du Sénégal (ARS) ;
  - le Maire de la ville de Dakar ;
  - le président de la Confédération nationale des Employeurs du Sénégal (CNES) ;
  - le président du Conseil National du Patronat (CNP) ;
  - le président du Mouvement des Entreprises du Sénégal (MEDES) ;
  - le président du Syndicat National du Commerce ;
  - le Coordonnateur National du Tercet Local ;

Le comité national peut, en outre, s'adjoindre toutes autres personnes dont les compétences sont utiles à la préparation dudit Sommet.

#### Article 4. Réunion

Le comité national qui travaille en étroite collaboration avec les commissions exécutive et opérationnelle, se réunit sur convocation de son président, à chaque fois qu'il en a besoin.

#### II. - DE LA COMMISSION EXECUTIVE

#### Article 5. Missions

La mission exécutive est chargée de la préparation et de la mise en œuvre des décisions de la commission politique. A ce titre, elle s'occupe plus particulièrement de :

- la préparation et de l'organisation des rencontres du sommet, ainsi que de la supervision du salon international ;
- la stratégie de communication avant, durant et après le sommet ;
- la responsabilité des questions logistiques et protocolaires ;
- la définition des conditions de compétition et d'octroi des prix Africités ;
- la préparation et le suivi de l'exécution du budget d'Africités ;
- la mobilisation des ressources pour la manifestation en dehors des apports de la ville et du pays hôte ;
- la sélection du cabinet d'audit externe chargé de la vérification et de la certification des comptes de la manifestation

#### Article 6. Composition

La commission exécutive est composée ainsi qu'il suit :

##### *Président :*

- le Président de l'Association des Maires du Sénégal ;

##### *Membres*

- le Maire de la ville de Dakar ;
- le Secrétaire Général de CGLUA ;
- le représentant du Ministre de la Décentralisation et des Collectivités locales ;
- le Maire de la Ville de Marrakech (ville hôte du précédent sommet) ;

### III. – DE LA COMMISSION OPERATIONNELLE

#### Article. 7. – Missions

Les missions de la commission opérationnelle sont :

- la mise en œuvre des décisions de la commission exécutive ;
- l'exécution des dépenses dans le respect des procédures édictées par le règlement financier d'Africités ;
- l'alimentation et la mise à jour du site internet d'Africités ;
- la préparation, la publication et la diffusion des actes d'Africités.

#### Article. 8. – Composition

La commission opérationnelle, essentiellement technique, est composée ainsi qu'il suit :

##### *Président :*

- le Maire de la ville de Dakar ;

##### *Membres :*

- un représentant du Ministère en charge de la Décentralisation (DAGI) ;
- un représentant de l'Association des Maires du Sénégal ;
- un représentant du Secrétaire Général de CGLUA.

La commission opérationnelle peut être élargie aux représentants des différents départements ministériels et des acteurs locaux impliqués dans l'organisation du sommet.

#### Article. 9. – Gestion

En ce qui concerne la participation financière de l'Etat du Sénégal, il est ouvert un compte co-géré par le président de l'Association des Maires du Sénégal et le Maire de la ville de Dakar, en qualité d'ordonnateurs, assistés d'un comptable désigné par le Ministre en charge de la Décentralisation.

#### Article. 10. – Exécution

Le Président de l'Union des Associations d'Elus locaux, le Président de l'Association des Maires du Sénégal, le Président de l'Association Nationale des Conseils ruraux, le Président de l'Association des Régions du Sénégal et le Maire de la ville de Dakar, sont chargés, chacun, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et publié partout où besoin sera.

### MINISTERE DES TRANSPORTS TERRESTRES, DES TRANSPORTS FERROVIAIRES ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

**ARRETE MINISTERIEL** n° 4905/MTT/FAI/DII  
*en date du 6 mai 2011 fixant les limites de la  
hauteur du chargement des véhicules de transport  
routier public de marchandises*

Article premier. – En application des dispositions de l'article B14 du Code de la route (partie réglementaire), la limite de la hauteur du chargement des véhicules de transport routier public de marchandises est fixée à 400 cm.

Art. 2. – Le chargement doit être bien réparti et arrimé pour ne pas déborder le contour extérieur du véhicule.

Art. 3. – Toutes infractions aux présentes dispositions font l'objet des sanctions prévues par le Code de la route et le code des contreventions.

Art. 4. – Le Haut Commandant de la Gendarmerie nationale, Directeur de la Justice militaire, le Directeur Général de la Police nationale, le Directeur des Transports terrestres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié partout où besoin sera.

### MINISTERE DU COMMERCE

**ARRÊTÉ MINISTERIEL** n° 3579 *en date du  
5 avril 2011 portant fixation des prix de  
l'oignon produit au Sénégal*

Article premier. – En application des articles 42 et 43 de la loi 94-63 du 22 août 1994 sur les prix, la concurrence et le contentieux économique, les prix plafond au détail de l'oignon produit au Sénégal sont fixés, dans les régions autres que celles citées à l'alinéa 2 du présent article, à 250 F CFA le kilogramme.

Dans les régions de Ziguinchor, Kolda, Sédhiou, Tambacounda, Kédougou et Matam, le prix plafond au détail de l'oignon produit au Sénégal est fixé à 275 francs CFA.

Ces prix sont applicables à compter de la date de signature du présent arrêté et jusqu'au 31 mai 2011.

Art. 2. – Les infractions au présent arrêté sont sanctionnées par les dispositions de la loi 94-63 du 22 août 1994 sur les prix, la concurrence et le contentieux économique.

Art. 3. – Le Directeur du Commerce intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié partout où besoin sera.



**ARRETE MINISTERIEL n° 3864 en date du 13 avril 2011 portant agrément du Regroupement des Femmes Consoméristes pour la lutte contre la Féminisation de la Pauvreté (RFCP)**

Article premier. – Le Regroupement des Femmes Consoméristes pour la lutte contre la Féminisation de la Pauvreté (RFCP) est agréé conformément au décret 2010-1465 du 8 novembre 2010 relatif à l'agrément des associations de consommateurs.

Art. 2. – Le Directeur du Commerce Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

**ARRETE MINISTERIEL n° 3865 en date du 13 avril 2011 portant agrément de l'Association pour la Défense de l'Environnement et des Consommateurs (ADEC)**

Article premier. – L'Association pour la Défense de l'Environnement et des consommateurs (ADEC) est agréée conformément au décret 2010-1465 du 8 novembre 2010 relatif à l'agrément des associations de consommateurs.

Art. 2. – Le Directeur du Commerce Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

**ARRETE MINISTERIEL n° 3941 MCOM/ASEPLEX DG en date du 15 avril 2011 portant création et fonctionnement du comité de pilotage pour la participation du Sénégal à l'exposition internationale Yeosu Corée 2012**

Article premier. – Il est institué un comité de pilotage pour la préparation de la participation du Sénégal à l'exposition internationale Yeosu Corée 2012.

Art. 2. – Le comité de pilotage est présidé par le Ministre du Commerce. Il se réunit deux fois par an ou selon les besoins sur la période 2011-2012.

Art. 3. – Le comité de pilotage est ainsi composé :

*Les institutions publiques :*

- Présidence de la République ;
- Primature ;
- Ministère des Affaires Étrangères ;

- Ministère de l'Économie et des Finances ;
- Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature ;
- Ministère de l'Économie Maritime ;
- Ministère de l'Artisanat, du Tourisme et des Relations avec le Secteur Privé et le Secteur Informel ;
- Ministère chargé des Ecovillages, des Bassins de Rétention, des Lacs artificiels et de la Pisciculture ;
- Ministère de l'Habitat, de la Construction et de l'Hydraulique ;
- Ministère des Mines, de l'Industrie, de l'Agro Industrie et des PMI ;
- Ministère de la Coopération Internationale, des Transports Aériens, des Infrastructures et de l'Énergie ;
- Ministère de la Culture et des Loisirs ;
- Ministère du Commerce ;
- Ambassade du Sénégal en République de Corée du Sud ;

- ASEPLEX

- ANPI

- PAD

- UNCCIAS

- UNCM

- COSEC

*Le secteur privé :*

- Ordre des Architectes

- ONP

- EXOS

- MDES

Art. 4. – Le comité de pilotage a l'objectif de définir les orientations de la participation du Sénégal et de valider les décisions du comité d'organisation qui est l'organe opérationnel chargé de la préparation et de la participation dans tous les aspects techniques.

Art. 5. – Le Directeur général de l'Agence sénégalaise de Promotion des Exportations (ASEPLEX) est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera public au *bulletin officiel*.

# **MINISTERE DES ECOVILLAGES, DES BASSINS DE RETENTION, DES LACS ARTIFICIELS ET DE LA PISCICULTURE**

**DECRET n° 2011-1061 du 29 juillet 2011**

**portant organisation du Ministère des Ecovillages,  
des Bassins de rétention, des Lacs artificiels et  
de la Pisciculture.**

## **RAPPORT DE PRESENTATION**

La création du Ministère des Ecovillages, des Bassins de rétention, des Lacs artificiels et de la Pisciculture, marque la volonté du Chef de l'Etat de regrouper dans un cadre cohérent les ecovillages, les bassins de rétention et la pisciculture.

Le Ministère comprend, outre le Cabinet du Ministre et les services qui lui sont rattachés :

- la Direction des Bassins de rétention et des Lacs artificiels ;
- la Direction des Ressources aquacoles ;
- le Service de l'Administration générale et de l'Équipement.

Deux organismes créés par décret sont sous sa tutelle technique :

- l'Agence nationale de l'Aquaculture ;
- l'Agence nationale des Ecovillages.

Le présent projet de décret, pris à cet effet, prévoit la création d'une Cellule d'Études, de Planification et de Suivi-évaluation rattachée au Cabinet.

La création de cette structure permet une prise en charge plus efficace de la mission de coordination, de planification, d'analyse et de suivi-évaluation de l'ensemble des politiques, des actions, des programmes et projets en cours au niveau du Ministère.

Telle est l'économie du présent projet de décret.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu la Constitution, notamment en ses articles 43 et 67 ;

Vu la loi d'orientation n° 2009-20 du 20 février 2009 sur les services d'exécution ;

Vu le décret n° 2008-981 du 12 août 2008 portant création et fixant les règles d'organisation et de fonctionnement de l'Agence nationale des Eco-Villages ;

Vu le décret n° 2009-522 du 4 juin 2009 portant organisation des agences d'exécution ;

Vu le décret n° 2011-486 du 8 juin 2011 portant organisation et fixant les règles d'organisation et de fonctionnement de l'Agence nationale de l'Aquaculture ;

Vu le décret n° 2011-628 du 16 mai 2011 portant organisation du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2011-631 du 17 juin 2011 portant organisation des services de l'Etat et du contrôle des établissements publics, des sociétés nationales et des sociétés à participation publique, des entreprises à capital partiel et des sociétés à capital entièrement public ;

Vu le décret n° 2013-818 du 16 mai 2013 ;

Sur le rapport du Ministre des Ecovillages, des Bassins de rétention, des Lacs artificiels et de la Pisciculture ;

## **DÉCRET**

Article premier. - Le Ministère des Ecovillages, des Bassins de rétention, des Lacs artificiels et de la Pisciculture comprend, outre le Cabinet du Ministre et les services qui lui sont rattachés :

- la Direction des Bassins de rétention et des Lacs artificiels ;
- la Direction des Ressources aquacoles ;
- le Service de l'Administration générale et de l'Équipement.

Deux agences créées par décret sont sous la tutelle technique du ministère :

- l'Agence nationale de l'Aquaculture ;
- l'Agence nationale des Ecovillages.

Art. 2. - Les services rattachés au Cabinet du Ministre des Ecovillages, des Bassins de rétention, des Lacs artificiels et de la Pisciculture sont :

- l'Inspection interne ;
- le Service des Relations publiques et de la Documentation ;
- la Station piscicole de Richard Toll ;
- la Cellule d'Études, de Planification et de Suivi-évaluation.

Art. 3. - L'Inspection interne est chargée :

- du contrôle administratif, technique et financier des services, des directions et autres organismes placés sous la tutelle du Ministère ;
- du contrôle du respect par les services, les directions et autres organismes des lois et règlements régissant l'organisation des activités relevant du département ;

de l'inspection du personnel d'encadrement du département ;

- du suivi des dossiers et des activités menées par les différents services du département et les organismes sous tutelle ;

- de veiller à l'application des directives issues des rapports de l'Inspection Générale d'Etat et de la Cour des Comptes ;

de veiller à l'application des instructions et directives ministérielles et primatorales ;

de coordonner cette mission d'enquête et de vérification confiée par le Ministre ;

- de recevoir les rapports sur les résultats de investigations menées au cours des missions d'inspection.



L'inspection interne comprend un Inspecteur des Affaires administratives et financières et un ou plusieurs Inspecteurs techniques.

La coordination de l'inspection interne est assurée par l'Inspecteur des Affaires administratives et financières nommé par décret.

Art. 4. - Le Service des Relations publiques et de la Documentation est chargé :

- de mettre en place et de gérer un système opérationnel d'archivage des données du ministère, et de documentation ;
- de concevoir et de mettre en œuvre la politique de communication du ministère.

Le Service des Relations publiques et de la Documentation est placé sous l'autorité d'un Chef de Service nommé par arrêté du Ministre des lieux-villages, des Bassins de rétention, des Lacs artificiels et de la Pisciculture.

Art. 5. - La Station piscicole de Richard Toll est chargée :

- de contribuer au développement de la pisciculture en milieu rural ;
- de promouvoir la recherche en matière de pisciculture ;
- d'encadrer les initiatives en rizipisciculture ;
- de vulgariser les techniques aquacoles portuises en milieu rural ;
- de participer à la restauration des stocks dans les plans d'eau favorables à la pisciculture.

La Station piscicole de Richard Toll est placée sous l'autorité d'un directeur nommé par arrêté du Ministre parmi les agents de l'Etat spécialisés dans le domaine aquacole, ou toute autre personne qualifiée en sciences aquacoles ou assimilées.

Art. 6. - La Cellule d'Etudes, de Planification et de Suivi-évaluation, est notamment chargée :

- d'élaborer, en rapport avec les autres structures du Département, la Lettre de Politique sectorielle (LPS) et le Cadre de Dépenses sectorielles à Moyen Terme (CDS-MT) du ministère ;
- de coordonner les activités de planification relatives à la définition des politiques, à la formulation des stratégies du département ;
- de suivre la préparation et l'élaboration des plans, projets et programmes du secteur tout en veillant à leur cohérence ;
- de concevoir un système d'information à défriser pour une bonne gestion des flux d'informations en rapport avec les objectifs des politiques ;
- de contribuer au renforcement des capacités du personnel en matière de planification, de programmation, de budgétisation, de suivi-évaluation.

La Cellule d'Etudes, de Planification et de Suivi-évaluation est dirigée par un coordonnateur nommé par arrêté du Ministre ;

Art. 7. - Les Directions et service sont :

- la Direction des Bassins de rétention et des Lacs artificiels ;
- la Direction des Ressources aquacoles ;
- le Service de l'Administration générale et de l'Équipement.

Art. 8. - La Direction des Bassins de rétention et des Lacs artificiels (DBRLA) est chargée notamment :

- de la promotion et de la maîtrise d'ouvrage des bassins de rétention, des lacs artificiels et des ouvrages anti-sel ;
- de l'élaboration et du suivi de l'application des normes et règles techniques de réalisation, d'entretien et d'exploitation des aménagements hydro-agricoles, notamment : les barrages, les retenues collinaires, les lacs, les mares pastorales et les bassins de rétention ;
- de la conception et du contrôle des programmes, projets et plans d'aménagement des eaux de ruissellement et de lutte anti-sel, dont la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre incombent à l'Etat ;
- du suivi des relations avec les organismes nationaux et internationaux intervenant en matière d'aménagement et de maîtrise des eaux de ruissellement ;
- de l'appui des directions nationales et structures décentralisées dans l'élaboration et la mise en œuvre des programmes et projets de lutte anti-sel et de maîtrise des eaux.

Art. 9. - La Direction des Bassins de rétention et des Lacs artificiels (DBRLA) comprend :

- la Division des Etudes ;
- la Division des Aménagements hydro-agricoles et de Lutte anti-sel ;
- la Division des Infrastructures et des Equipements ruraux ;
- la Division du Suivi et Evaluation.

La Direction des Bassins de rétention et des Lacs artificiels est placée sous l'autorité d'un Directeur nommé par décret sur proposition du Ministre parmi les agents de l'Etat de la hiérarchie A ou assimilés.

Art. 10. - La Direction des Ressources aquacoles est chargée de la mise en œuvre de la politique de l'Etat en matière d'aquaculture notamment :

- de l'élaboration et de la mise en œuvre des plans, programmes, notamment les systèmes d'appui des producteurs, des associations, des structures publiques, les structures de gestion des ressources, des producteurs privés, etc.

- de veiller à l'application de la réglementation relative à l'exercice des activités aquacoles ;
- d'instruire les dossiers de demandes de permis ou d'autorisation d'exploitation des systèmes aquacoles, et d'agrément des établissements aquacoles et structures assimilées ;
- de contrôler la salubrité et la qualité des produits de l'aquaculture ;
- d'assurer l'expérimentation, la vulgarisation des équipements, des techniques et les résultats de la recherche susceptibles d'améliorer durablement la productivité dans le domaine de l'aquaculture, ainsi que l'industrie qui s'y rattache ;
- d'élaborer et d'exécuter des projets et programmes de développement de l'aquaculture ;
- d'assurer la collecte, le traitement et la publication des statistiques en matière d'aquaculture ;
- d'appuyer les organisations professionnelles et de promouvoir la coopération dans le secteur.

Art. 11. - La Direction des Ressources aquacoles comprend :

- la Division Aménagement et Gestion des Ressources ;
- la Division de l'Aquaculture ;
- la Division de la Législation et de la Réglementation.

La Direction des Ressources aquacoles est placée sous l'autorité d'un Directeur nommé par décret sur proposition du Ministre parmi les agents de l'Etat de la hiérarchie A ou assimilés.

Art. 12. - Le Service de l'Administration générale et de l'Équipement est chargé de :

- la préparation et de l'exécution du budget ;
- la gestion du matériel et des équipements ;
- la gestion du personnel.

Art. 13. - Le Service de l'Administration générale et de l'Équipement comprend :

- le Bureau des Finances et du Matériel ;
- le Bureau des Affaires administratives ;
- le Bureau des Ressources humaines ;
- le Bureau du Courrier.

Le Service de l'Administration générale et de l'Équipement est placé sous l'autorité d'un Chef de service nommé par arrêté du Ministre parmi les agents de l'Etat de la hiérarchie B ou moins ou assimilés.

Art. 14. - L'organisation des directions et services est fixée par arrêté du Ministre.

Art. 15. - Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent décret.

Art. 16. - Le Ministre des Ecovillages, des Bassins de rétention, des Lacs artificiels et de la Pisciculture est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Dakar, le 29 juillet 2011

Abdoulaye WADE

Par le Président de la République :

*Le Premier Ministre,*

Souleymane Ndéné NDIAYE

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL n° 4160 en date du 21 avril 2011 portant création, fixant la composition, l'organisation et le fonctionnement de la Cellule d'Études, de Planification et de Suivi-évaluation (CEPSE) du MEBRLAP

Article premier. - Il est créé, au sein du Ministère des Ecovillages, des Bassins de rétention, des lacs artificiels et de la Pisciculture, une Cellule d'Études, de Planification et de Suivi-Évaluation (CEPSE), rattachée au Cabinet du Ministre.

Art. 2. - La Cellule d'Études, de Planification et de Suivi-évaluation a pour missions, d'une part, de développer un système opérationnel de planification et de suivi-évaluation, adapté aux orientations stratégiques nationales, aux préoccupations locales et, d'autre part, de veiller à la mise en cohérence des interventions pour une optimisation des ressources disponibles.

Art. 3. - La Cellule d'Études, de Planification et de Suivi-évaluation est notamment chargée :

- d'élaborer, en rapport avec les autres structures du Département la Lettre de Politique sectorielle (LPS) et le Cadre de Dépenses sectoriel à Moyen Terme (CDSMT) du Ministère des Ecovillages, des Bassins de rétention, des Lacs artificiels et de la Pisciculture ;
- de préparer les réunions et d'exécuter les mesures edictées par le Comité de Pilotage ;
- de coordonner les activités de planification relatives à la définition des politiques et à la formulation des stratégies du Département ;
- de suivre la préparation et l'élaboration des plans, projets et programmes du secteur tout en veillant à leur cohérence ;
- de suivre et d'appuyer la programmation et la budgétisation des projets et programmes du secteur tout en veillant à leur cohérence ;

- d'élaborer les rapports d'activités périodiques et de rendre compte régulièrement aux autorités du niveau d'attente des objectifs et des éventuelles difficultés rencontrées ;



- d'examiner et de proposer les mesures à prendre pour lever les éventuelles contraintes ou améliorer la performance du CDS-MT ;

- de concevoir un système d'information à diffuser pour une bonne gestion des flux d'informations en rapport avec les objectifs des politiques ;

- de contribuer au renforcement des capacités du personnel en matière de planification, de programmation, de budgétisation et de suivi-évaluation ;

- d'élaborer la revue des dépenses publiques du ministère.

Art. 4. - Les organes de la Cellule d'Etudes, de Planification et de Suivi-évaluation sont :

- le Comité de pilotage ;
- les unités opérationnelles.

Art. 5. - La Cellule d'Etudes, de Planification et de Suivi-évaluation est dirigée par un coordonnateur nommé par arrêté du Ministre des Ecosystèmes, des Bassins de rétention, des lacs artificiels et de la Pisciculture.

Elle comprend trois unités :

- études et planification (UEP) ;
- suivi et évaluation (USE) ;
- technique (UT).

Le coordonnateur peut être assisté par des experts ayant une expérience avérée dans le domaine de la planification, du génie rural, de l'aquaculture, de l'environnement et de la gestion des ressources naturelles, etc.

La Cellule peut s'adjoindre toute structure ou toute personne dont la compétence est jugée utile.

Art. 6. - Les membres de la Cellule d'Etudes, de Planification et de Suivi-évaluation se réunissent tous les mois et à chaque fois que de besoin, sur convocation du coordonnateur.

Art. 7. - La composition du Comité de Pilotage est ainsi fixée :

Président : le Ministre des Ecosystèmes, des Bassins de rétention, des lacs artificiels et de la Pisciculture ou son représentant ;

Rapporteur : le Coordonnateur de la Cellule d'Etude, de Planification et de Suivi-évaluation ;

Membres : les Représentants des différentes structures du Ministère ;

Art. 8. - Le comité de pilotage est notamment chargé de :

- la validation des projets et programmes pluriannuels ;
- la validation des études et projets réalisés par la CEPSE.

Le comité de pilotage se réunit au moins deux fois par an sur convocation de son président.

Il peut, à chaque fois que de besoin, faire appel à toute expertise jugée utile.

Art. 9. - La Cellule d'Etudes, de Planification et de Suivi-évaluation est dotée de moyens matériels et financiers pour mener à bien ses activités.

Les sources de financement de la (CEPSE) sont constituées par une inscription au budget du ministère et par les contributions des partenaires extérieurs, des projets et programmes du ministère.

Art. 10. - Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

## MINISTERE DES ENERGIES RENOUVELABLES

ARRETE MINISTERIEL n° 6276 M.E.R.S.A.G.E. nbd en date du 30 mai 2011 portant création d'un Comité de pilotage du Cadre de Dépenses Sectoriel à Moyen Terme

Article premier. - Il est créé au sein du Ministère des Energies renouvelables un Comité de pilotage du Cadre de Dépenses Sectoriel à Moyen Terme (CDS MT).

Art. 2. - Le Comité de pilotage a pour missions :

- d'élaborer le CDS MT du Ministère ;
- d'initier des actions de formation et de renforcement des capacités des agents dans les domaines de la gestion du CDS MT ;
- de produire les rapports d'avancement et de performance ;
- de coordonner les arbitrages budgétaires au sein du Ministère

Art. 3. - Le Comité de pilotage est composé ainsi qu'il suit :

- un représentant du Ministre des Energies renouvelables ;
- deux représentants de la Direction des Energies renouvelables ;
- deux représentants de la Direction des Biocarburants ;
- deux représentants du Service de l'Administration Générale et de l'Équipement ;
- le Coordonnateur de la Cellule de Passation des Marchés ;
- deux représentants de la Direction du Budget (MEF MDB) ;
- un représentant de la DCEI (MEF MDB) ;
- un représentant de la Direction du Plan (MEF MDB) ;

Le comité de pilotage peut s'adjoindre, à titre consultatif, toute personne dont le concours est jugé utile dans le processus de gestion du CDS MT.

Art. 4. - La présidence du Comité de pilotage est assurée par le représentant du Ministre des Energies renouvelables. Le Secrétariat du Comité de pilotage est assuré par le Service de l'Administration Générale et de l'Equipement.

Art. 5. - Le Comité de pilotage se réunit sur convocation de son président à chaque fois que de besoin.

Art. 6. - Le présent arrêté qui prend effet à compter de sa date de signature sera communiqué et publiée partout où besoin sera.

## PARTIE NON OFFICIELLE

Conservation de la Propriété et des Droits fonciers  
Bureau de Louga

### AVIS DE DEMANDE D'IMMATRICULATION

*Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, les mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du Tribunal régional de Louga.*

Suivant réquisition n° 58 déposée le 12 décembre 2011, le Conservateur de la Propriété et des Droits fonciers, agissant au nom et pour le compte de l'Etat Sénégalais, en exécution des prescriptions du décret n° 2004-713 du 14 juin 2004 a demandé l'immatriculation au livre foncier de Louga d'un immeuble consistant en un complexe agricole dénommé « AGROPAL » d'une contenance de 7ha 67a 23ca et situé à Nguidilé.

1°) Il a déclaré que ledit immeuble appartient à l'Etat du Sénégal par l'effet des dispositions de la loi n° 64-46 du 17 juin 1964 relative au domaine national et pour avoir fait l'objet de la procédure prévue par le titre II du décret n° 64-573 du 30 juillet 1964 ainsi qu'il résulte du décret n° 2004-713 du 14 juin 2004.

2°) Qu'il n'est grevé à sa connaissance, d'aucuns droits réels.

*Le Conservateur de la Propriété  
et des Droits fonciers*

Diouf SY

Conservation de la Propriété et des Droits fonciers  
Bureau de Rufisque

### AVIS DE BORNAGE

*Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.*

Le lundi 26 décembre 2011 à 9 heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Sangalkam consistant en un terrain d'une contenance de 85a 23ca et borné de tous les côtés par des terrains non immatriculés, dont l'immatriculation a été demandée par le Receveur du Bureau des domaines de Rufisque, agissant au nom et pour le compte de l'Etat du Sénégal suivant réquisition du 4 octobre 2011 n° 275.

*Le Conservateur de la Propriété foncière,  
M<sup>me</sup> Gnifane Ndiaye Diouf*

Conservation de la Propriété et des Droits fonciers  
Bureau de Rufisque

### AVIS DE BORNAGE

*Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.*

Le mardi 27 décembre 2011 à 9 heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Bambilor consistant en un terrain d'une contenance de 2ha 33a 00ca et borné de tous les côtés par des terrains non immatriculés, dont l'immatriculation a été demandée par le Receveur du Bureau des domaines de Rufisque, agissant au nom et pour le compte de l'Etat du Sénégal suivant réquisition du 6 octobre 2011 n° 276.

*Le Conservateur de la Propriété foncière,  
M<sup>me</sup> Gnifane Ndiaye Diouf*

## ANNONCES

*Il est annoncé que le présent avis a été affiché en l'auditoire du Tribunal régional de Louga le 20 décembre 2011.*



## DECLARATION D'ASSOCIATION

*Titre de l'Association :* « MACHA ALLAH »

*Objet :*

- unir les membres animés d'un même idéal et créer entre eux des liens d'entente et de solidarité ;
- de lutter contre la pauvreté en développant des activités de Formation, Education, Santé, Elevage etc...

*Siège social :* Sise à Mbour, quartier Tripiano, à la Case communautaire

## COMPOSITION DU BUREAU

*actuellement chargé de l'administration et le secrétariat de la société :*

M<sup>me</sup> Amsatou Diakhaté, *Présidente ;*

Dibor Ndong, *Secrétaire générale ;*

Ndate Kane, *Trésorier général ;*

Recepisse de déclaration d'association n° 234 GR1 AS en date du 21 novembre 2011

## DECLARATION D'ASSOCIATION

*Titre de l'Association :* « ASSOCIATION DES USAGERS DU FORAGE (ASUFOR) DE NGUEKOKH ».

*Objet :*

- unir les membres animés d'un même idéal et créer entre eux des liens d'entente et de solidarité ;
- d'exprimer les demandes d'amélioration du service de l'eau ;
- de définir les modes de vente de l'eau ou de recouvrement des coûts.

*Siège social :* Sise au quartier Keur Sidi, Chez Khare Diop à Nguekhokh.

## COMPOSITION DU BUREAU

*actuellement chargé de l'administration et le secrétariat de la société :*

M<sup>me</sup> Matimata Sarr, *Présidente ;*

M. Ibrahima Dione, *Secrétaire général ;*

M<sup>me</sup> Rokhaya Diop, *Trésorière générale ;*

Recepisse de déclaration d'association n° 250 GR1 AS en date du 28 novembre 2011

## DECLARATION D'ASSOCIATION

*Titre de l'Association :* Association dénommée : « TEUSS TEUSS » DE MBOUR.

*Objet :*

- d'occuper, d'éduquer et de sensibiliser les jeunes. Aujourd'hui pour consolider leur avenir

*Siège social :* Sise à Darou Salam à Mbour

## COMPOSITION DU BUREAU

*actuellement chargé de l'administration et de la direction de l'association :*

MM. Nicolas Ndione, *Président ;*

Henry Diouf, *Secrétaire général ;*

Abdoulaye Ka, *Trésorier général ;*

Recepisse de déclaration d'association n° 261 GR1 AS en date du 27 octobre 2011

## DECLARATION D'ASSOCIATION

*Titre de l'Association :* CONSEIL SUPERIEUR DE LA COLLECTIVITE DE OUAKAM

*Siège social :* Ouakam -Niagues - Immeubles « Les Dunes ».

*Objet :*

- prévenir et gérer les conflits au sein des familles traditionnelles ;
- veiller à la préservation du patrimoine culturel, sportif et social du village traditionnel de Ouakam ;
- promouvoir le développement économique et social de la collectivité de Ouakam

## COMPOSITION DU BUREAU

*actuellement chargé de l'administration et de la direction de l'association :*

MM. Pape Youssou Ndoeye, *Président ;*

Moumar Ndiogou Ndoeye, *Secrétaire général ;*

Mamadou Diagne, *Trésorier général ;*

Recepisse de déclaration d'association n° 247 GRD AA ASO en date du 18 novembre 2011

Fondateur de M. Brichy Thiann Diop, *notaire ;*

Fidèle Khouroumar - Che Soutba n° 204 bis

## AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier 320 DP appartenant à la société TRANSGAYI

Etude de M<sup>e</sup> Daniel Sédar Senghor & Jean Paul Sarr  
*notaires associés*  
13-15, rue Colbert Dakar (Sénégal)

#### AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte de la Copie originale du Titre foncier n° 14.195/DG propriété de la « SCI ABASSI ».

2-2

#### AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du Certificat d'Inscription de l'hypothèque conventionnelle inscrite sur le Titre Foncier n° 23.349/DG au profit de la Banque Internationale pour l'Afrique Occidentale Sénégal (BIAO - Sénégal).

2-2

Etude de M<sup>e</sup> Serigne Mbaye Badiane, *notaire*  
5-7 Avenue Carde, 1<sup>er</sup> étage - Dakar

#### AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du Certificat d'Inscription du droit au bail inscrit sur le titre foncier n° 11.717 GRD, au profit de M. Massamba Dieng

2-2

Etude de M<sup>e</sup> Boubacar Seck,  
Aïssatou Sow & Aïda Diawara Diagne,  
*notaires associés de la Société civile professionnelle*  
Titulaire de la Charge de Dakar III

#### AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du Titre foncier n° 80/DP appartenant à la SCP HASSAN HACHEL et FILS »

2-2

Etude de M<sup>e</sup> Samuel Baloneune, *notaire*  
100, rue Adanson, 195, rue Abdoulaye Yare Fall - Ile-Sorg  
BP : 200 - Saint-Louis I

#### AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du Titre Foncier n° 354 SL, propriété des Héritiers de feu Abdoulaye Fall dit Médiké Teuw à savoir : M<sup>me</sup> Binta Fall, M<sup>me</sup> Amadou Lamine Teuw, Amadou Mansour Teuw, Amadou Bassirou Fall, Amadou Makhtar Teuw, Abdou Rahim Teuw et M<sup>me</sup> Oumou Teuw, Renée Teuw dite Soda et Aïssatou Teuw.

2-2

Office notarial  
M<sup>e</sup> Aïssatou Kamissokho Guèye Diagne, *notaire*  
50, Avenue Nelson Mandela Dakar BP : 3405

#### AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du Titre Foncier n° 155 NGA (ex 4.932-DG) CFS TE n° 155 NGA (ex 4.932 DG)

2-2

Etude de M<sup>e</sup> Marie Bâ *notaire*  
Résidence El Mansour Saint Yalla Saly - Mbour

#### AVIS DE PERTE

Avis est donné des pertes des Certificats d'Inscription au nom de la « SCI OUEST AFRICA ». Il s'agit des pertes suivantes : Certificat d'inscription formant les n° 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 201, 345, 202, 199, 114 relevant du Titre foncier n° 638 MB. Certificat d'inscription constituant le local « Vestiaires et Stockage d'Ordures » relevant du Titre foncier n° 638 MB. Certificat d'inscription formant « l'Hôtel les Résidences du Port I » relevant du Titre foncier n° 638/MB. Certificat d'inscription « Le Parking de l'Hôtel » relevant du Titre foncier n° 638/MB :

Etude de M<sup>e</sup> Amadou Moustapha Ndiaye,  
& Aïda Diawara Diagne, *notaires associés*  
83, Boulevard de la République  
Immeuble Horizons 2<sup>me</sup> étage - Dakar

#### AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte de la copie originale du Titre Foncier n° 13.254 DG appartenant à M. Samir Gadiaga

2-2

#### AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du certificat d'inscription hypothécaire inscrit sur le Titre Foncier n° 409 CFS ex 17.685 DG au profit de la société dénommée « METAL AFRIQUE » S.A.

2-2

SCP Lô & Kamara  
*Société civile professionnelle d'avocats*  
33, rue Wagane Diouf BP : 5081 - Dakar

#### AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte de la copie du Titre Foncier n° 307 DP appartenant à MM. Abdou S. Niang, Baba Niang et Momar Sokhna Niang

2-2

#### AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte de la copie du Titre Foncier n° 396 DP appartenant à M. Momar S. Niang dit « Jalla » et Marème Diop

2-2

#### AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du Titre Foncier de Rufisque appartenant aux sœurs Mbaye, Ibrahima Guèye et El Hadji Guèye

2-2